

## ÉTABLIR DES PRIORITÉS PARMIS LES INVESTISSEMENTS DANS LE DOMAINE SPS POUR L'ACCÈS AUX MARCHÉS (P-IMA)

Les pays en développement ont grandement besoin de renforcer leurs capacités sanitaires et phytosanitaires (SPS) pour pouvoir réaliser leurs objectifs de politique économique et sociale, notamment promouvoir les exportations de produits agroalimentaires. Or les ressources fournies par les budgets nationaux, les donateurs et/ou les entreprises privées ne sont généralement pas suffisantes pour répondre à tous les besoins identifiés, en particulier lorsque les capacités SPS existantes sont faibles. Cela nécessite de faire des choix difficiles parmi des investissements concurrents tous susceptibles de procurer, à terme, des avantages non négligeables (par exemple en matière de résultats à l'exportation, de productivité agricole et/ou de protection sanitaire). Souvent, ces décisions sont prises de manière subjective par quelques personnes, sans grande transparence quant aux raisons pour lesquelles tel ou tel investissement a été considéré comme prioritaire, aux facteurs pris en compte, aux parties prenantes consultées ou aux renseignements utilisés.

### Un cadre pour améliorer la prise de décisions

Le STDF, en collaboration avec l'USAID, l'USDA, le COMESA et les gouvernements d'un certain nombre de pays en développement, a élaboré un cadre pour faciliter l'établissement de priorités parmi des investissements concurrents destinés à renforcer les capacités SPS. Ce cadre vise à éclairer et à améliorer les décisions concernant la destination des investissements en question.

Établir des priorités parmi les investissements dans le domaine SPS lorsque les ressources sont limitées n'est pas chose facile. Les auteurs de propositions d'investissement concurrentes pourront presque toujours justifier, par de solides arguments, la nécessité de remédier immédiatement à certaines faiblesses et de remettre à plus tard les autres investissements. Les tentatives d'établissement de priorités seront examinées de près et souvent remises en cause par ceux qui privilégient les investissements jugés moins prioritaires.

L'approche P-IMA répond à ces difficultés en amenant toutes les parties prenantes concernées à examiner les besoins d'investissement dans le domaine SPS et à définir et appliquer des critères de décision spécifiques et des pondérations permettant d'établir des priorités parmi les différents investissements possibles, mais aussi en garantissant la transparence des résultats, ainsi que de l'ensemble des données et renseignements utilisés. L'utilisation de l'approche P-IMA génère des renseignements utiles pour éclairer et étayer les processus de planification et de prise de décisions dans le domaine SPS, y compris les décisions concernant l'allocation des ressources.

### Principes fondamentaux

L'approche P-IMA est fondée sur quatre grands principes:

- **Flexibilité:** elle peut s'appliquer à tout besoin de renforcement des capacités SPS jugé pertinent et inclure différents critères de décision pouvant faire l'objet de mesures différentes selon les données disponibles.
- **Pragmatisme:** elle assure la rigueur nécessaire dans l'établissement des priorités tout en tenant compte des difficultés liées au caractère limité et/ou imprécis des données. Elle repose sur l'utilisation des meilleurs renseignements et données disponibles et intègre des données nouvelles ou améliorées lorsqu'il en existe.
- **Participation:** elle encourage la participation de toutes les parties prenantes (gouvernement, secteur privé, chercheurs, milieu

#### Avantages escomptés de l'utilisation de l'approche P-IMA

- Génération de données montrant l'incidence probable des investissements dans le renforcement des capacités SPS (par exemple sur le commerce, la réduction de la pauvreté et la santé publique) et pouvant faciliter l'obtention de ressources additionnelles auprès de sources ou de donateurs nationaux.
- Une meilleure efficacité économique des décisions d'investissement dans le domaine SPS. Les ressources limitées ont davantage tendance à être allouées à la réalisation d'objectifs de politique générale (comme le développement économique, la réduction de la pauvreté, la santé publique ou le développement agricole).
- Des choix plus transparents et plus responsables entre les diverses options d'investissement.
- Un renforcement du dialogue entre les différentes parties prenantes publiques et privées ayant un intérêt dans le renforcement des capacités SPS et un processus de prise de décisions plus inclusif.

universitaires, etc.) ayant un intérêt dans le renforcement des capacités SPS.

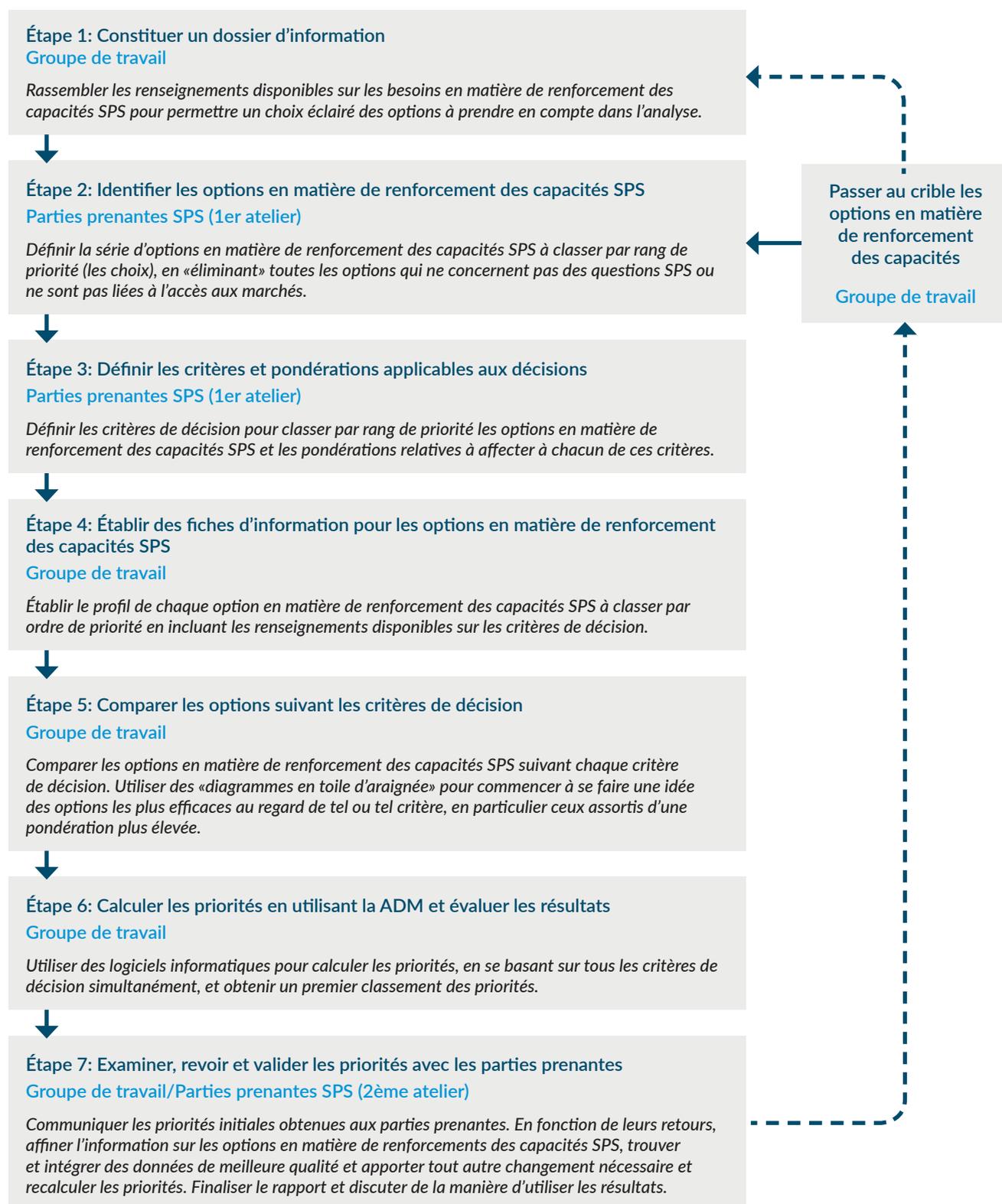
- **Transparence:** les critères et renseignements utilisés pour établir des priorités sont solidement documentés et peuvent donc être examinés et contestés.

### Compléter les outils d'évaluation des capacités sectorielles

Le cadre P-IMA complète et renforce les outils d'évaluation des capacités SPS mis au point par les organismes internationaux. Ces outils incluent l'outil d'évaluation des capacités phytosanitaires (ECP) de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV), l'outil pour l'évaluation des performances des services vétérinaires (outil PVS) de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et l'outil d'évaluation des systèmes nationaux de contrôle des aliments actuellement élaboré par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Il est vivement conseillé d'utiliser ces outils officiels d'évaluation des capacités avant d'appliquer l'approche P-IMA afin de permettre aux pays de définir correctement et de bien comprendre l'ensemble des besoins en matière de renforcement des capacités qui existent dans les domaines de la sécurité sanitaire des aliments, de la santé animale et de la préservation des végétaux, qu'ils soient liés à la situation sanitaire nationale ou au commerce.



Figure 2: Étapes entrant dans l'utilisation du cadre P-IMA



## Résultats et expérience

L'approche P-IMA a été utilisée pour établir des priorités parmi les options d'investissement dans le domaine SPS dans dix pays en développement qui diffèrent considérablement de par l'ampleur et la diversité de leurs exportations de produits agro-industriels et de leurs besoins en matière de renforcement des capacités SPS. Ces pays incluent le Belize, l'Éthiopie, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, l'Ouganda, le Rwanda, les Seychelles, le Viet Nam et la Zambie. Leur expérience a mis en lumière bon nombre des avantages de l'utilisation de l'approche P-IMA, par exemple pour faciliter le dialogue public-privé sur les questions SPS, mieux sensibiliser les responsables politiques aux avantages du renforcement des capacités SPS, éclairer et améliorer les processus nationaux de planification et de prise de décisions dans le domaine SPS, soutenir l'élaboration de projets et mobiliser des fonds additionnels. Elle a également prouvé qu'il était aussi possible et utile d'appliquer l'approche P-IMA lorsque les données et renseignements disponibles sont limités ou que les fonctionnaires n'ont que peu ou pas d'expérience des approches structurées de l'établissement de priorités. C'est en utilisant le cadre P-IMA de façon régulière qu'on pourra obtenir les meilleurs résultats. C'est pourquoi, à mesure qu'il est répondu à des besoins spécifiques en matière de renforcement des capacités SPS ou que de nouveaux besoins apparaissent, ou à mesure que de nouvelles données sont disponibles, le classement par ordre de priorité est mis à jour.

Sur la base de l'expérience positive de l'utilisation de l'approche P-IMA pour établir des priorités parmi les options d'investissement dans le domaine SPS, certains pays ont entrevu la possibilité d'utiliser cette même approche pour améliorer la prise de décisions dans d'autres domaines. Par exemple, les autorités du Belize l'ont utilisée pour établir des priorités dans leurs domaines d'intervention en ciblant les micro, petites et moyennes entreprises et pour éclairer les plans d'investissement dans l'agriculture. Le Malawi l'a suivie pour établir des priorités dans ses mesures de facilitation des échanges. L'USAID y a eu recours pour classer par ordre de priorité ses interventions dans certaines chaînes de valeur et certains domaines thématiques (par exemple le contrôle de l'aflatoxine) en Afrique.

### Vous envisagez d'utiliser l'approche P-IMA?

Le STDF a publié un guide facile d'emploi expliquant les étapes à suivre pour utiliser l'approche P-IMA et contenant des exemples concrets et des conseils de pays ayant déjà utilisé cette approche. Ce guide est disponible sur le site Web du STDF (<http://www.standardsfacility.org/fr>), où on trouvera également des rapports et des exposés sur l'utilisation pratique de l'approche en question. Toute demande de renseignements et de conseils additionnels peut être adressée au Secrétariat du STDF à l'adresse suivante: [STDFSecretariat@wto.org](mailto:STDFSecretariat@wto.org).

---

*«L'approche P-IMA a permis aux hauts responsables de mieux comprendre l'importance des capacités SPS. Elle a également contribué à l'intégration des priorités SPS dans les plans d'investissement du secteur agricole au titre du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine»,  
Martha Byanyima, Secrétariat du COMESA*

---

#### Comment l'approche P-IMA peut-elle vous aider?

- Fournir des éléments de preuve pour faciliter l'élaboration de projets en matière de renforcement des capacités SPS et mobiliser des fonds.
- Encourager et informer les discussions des parties prenantes sur les besoins en matière de renforcement des capacités SPS.
- Sensibiliser les hauts responsables à la nécessité d'investir dans le renforcement des capacités SPS.
- Améliorer la planification et la prise de décisions dans le domaine SPS.
- Orienter l'élaboration des plans d'action nationaux pour renforcer les capacités SPS.
- Intégrer les priorités SPS dans les plans d'investissement dans les domaines de l'agriculture et/ou du commerce.

---

*«L'approche P-IMA a permis de montrer le rendement attendu de différents investissements dans le domaine SPS en apportant des éléments de preuve utiles pour convaincre les responsables politiques de la nécessité d'effectuer des investissements additionnels. Elle a par exemple permis au gouvernement de confirmer sa décision et son soutien en faveur de nouveaux investissements destinés à améliorer les contrôles zoosanitaires visant le bétail sur pied afin de faciliter les exportations vers le Mexique.»*

*Delilah Cabb, Service de protection zoosanitaire et phytosanitaire du Belize*

---